

Bisbille autour du revenu des médecins

SANTÉ Cinquante spécialistes avec plus d'un million de francs de chiffre d'affaires en 2021, grâce à l'assurance de base. Ces données, obtenues auprès de la faïtière des assureurs Santésuisse et relayées par la RTS lundi, ont ravivé la polémique sur les revenus des médecins suisses.

La FMH doute des chiffres

Ces chiffres ont de quoi donner le tournis. Du moins à première vue, car ils sont mis en doute par la Fédération des médecins suisse (FMH), interrogée par la RTS. D'abord, la FMH souligne que certains de ces cabinets, présentés comme individuels dans les données de Santésuisse, emploient certainement plusieurs praticiens.

Elle rappelle aussi que le chiffre d'affaires d'un cabinet ne correspond pas au salaire d'un médecin. Loin de là. Selon l'association professionnelle des médecins, les charges d'exploitation (loyer, personnel, matériel, etc.) s'élèvent en moyenne à 70% du chiffre d'affaires. Pour Santésuisse, ces coûts d'exploitation représenteraient plutôt 40% du chiffre d'affaires.

Des cas «sanctionnés»

Monique Lehky Hagen, présidente de la Société médicale valaisanne (SMVS), déplore la communication polarisante des assureurs maladie. Elle la juge contre-productive, alors qu'il est urgent de discuter de façon constructive des vrais problèmes de santé entre partenaires.



Monique Lehky Hagen,
présidente de la Société médicale
valaisanne. SACHA BITTEL/A

«Je ne dis pas qu'il n'y a pas de moutons noirs dans notre profession. D'ailleurs, les dossiers sur ces cas sont abordés et sanctionnés par les commissions paritaires qui réunissent les sociétés médicales cantonales et les assureurs. Mais les chiffres de ces 50 cabinets ne sont en rien représentatifs des

presque 40 000 médecins qui exercent en Suisse ou de la situation dans notre canton.»

«Une manière de faire pression»

Elle insiste: pour Santésuisse, c'est une manière de faire pression sur le politique pour éviter d'adapter la tarification des médecins qui souffrent d'une tarification trop basse dans certaines régions. «Comme en Valais, où la pénurie de généralistes et de certains spécialistes est bien réelle.»

Pour rappel, la SMVS tire la sonnette d'alarme depuis plusieurs années quant à cette pénurie et appelle notamment à la revalorisation de la tarification médicale des prestations ambulatoires pour y faire face.

PATRICK FERRARI

Le Nouvelliste 24/01/2024